

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député n'ignore pas que cette règle s'applique non seulement aux ministériels mais à tout député.

Le débat se poursuit et la parole est au député de South West Nova.

M. Gerald Comeau (South West Nova): Madame la Présidente...

M. Crosbie: Retournez maintenant vous cacher dans votre trou de rat.

M. Rossi: Retournez à votre fromage.

M. Nunziata: Retournez à l'école de droit, John, et essayez de réussir vos études cette fois-ci.

M. Robichaud: Lisez l'accord, John.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La parole est au député de South West Nova (M. Comeau).

M. Comeau: Madame la Présidente, je tiens compte de l'heure tardive et de la passion avec laquelle certains députés abordent cette question. J'apprécie aussi vivement cette occasion qui m'est offerte d'ajouter quelques mots au débat. Tout d'abord, je voudrais dire que les Canadiens de l'Atlantique attendent depuis plus de 100 ans cette réalisation très importante. Le libre-échange nous offre l'espoir de retrouver la grande prospérité que nous connaissions jadis dans le Canada atlantique.

● (2100)

Aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, le Canada atlantique était prospère lorsqu'il y avait une plus libre circulation des produits suivant un axe commercial naturel nord-sud. Nos ancêtres bâtissaient une nation et ils avaient foi en eux-mêmes, en leur capacité de soutenir la concurrence et en leur avenir. Ils exportaient du bois, des fourrures, des produits agricoles, du poisson et du charbon, entre autres.

A cette époque il n'y avait pas de réactionnaires socialistes pour bloquer le pays dans sa marche comme nous en avons maintenant du côté des socialistes néo-démocrates et de leurs partenaires socialistes, les libéraux. Les socialistes s'imaginent qu'on peut régler tous les problèmes du monde à coup d'argent pris dans la poche des contribuables. Les socialistes s'imaginent que lorsqu'il n'y a plus d'argent il suffit d'en imprimer. Les socialistes ont voulu fermer aux investissements l'entrée du Canada, et maintenant ils veulent nous fermer l'accès au marché américain. L'excuse qu'ils donnent c'est que lorsqu'on est une souris il ne faut pas coucher avec un éléphant. Eh bien, les souris c'est eux, et ils ont peur de leur ombre. Ce sont de petites natures.

Ce ne sont pas les entreprises qui disent craindre le libre-échange. Bien au contraire, ceux qui crient le plus fort contre le libre-échange ce sont les grands chefs syndicaux et les universitaires, qui ne prennent pas de risques dans les affaires et qui n'investissent pas. A ce sujet, qui préféreriez-vous écouter, madame la Présidente, Shirley Carr, du NPD, ou John Bulloch, qui représente 80 000 petites entreprises indépendantes du Canada?

L'autre jour, une de mes électrices m'a donné une bonne raison d'appuyer l'accord de libre-échange. Elle a dit: «Si les chefs des gros syndicats sont contre et les petites entreprises sont pour, alors il doit être bon». Je suis d'accord avec elle.

S'il faut en croire les socialistes, le libre-échange c'est la pollution, c'est la fin de l'environnement, c'est notre eau qui s'en va. Mais quand on met les socialistes au pied du mur, ils se drapent dans le drapeau canadien en criant que nous allons perdre notre culture, notre langue et autres choses du genre. Qui sait, nous allons peut-être devenir chauves, et moi je vais peut-être perdre mon accent.

Les socialistes ont peur que les Canadiens de l'Atlantique apprennent à connaître les agréments de la vie comme on le fait dans la circonscription du député d'Oshawa (M. Broad-bent). Ils disent aux citoyens de la région de l'Atlantique: «Si vous devenez prospères, vous risquez de perdre votre culture, ce que nous ne voulons absolument pas.» Le chômage n'a rien de culturel. Bien au contraire. Le libre-échange procurera des emplois à la région de l'Atlantique. Grâce à la dignité que procure un emploi, nous serons tout aussi culturels que le député d'Oshawa qui, soit dit en passant, se plaint rarement des milliards de dollars investis dans sa circonscription.

Peut-on faire confiance aux raisonnements anti-américains des socialistes, qui traitent les Américains comme des ennemis au lieu de les traiter comme nos amis et comme nos plus proches voisins et alliés? Ils oublient qu'au Canada, deux millions d'emplois dépendent directement de l'accès aux marchés américains.

Pour en revenir à nos moutons et aux avantages pour la région de l'Atlantique...

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député de Windsor—Walkerville (M. McCurdy) invoque le Règlement.

M. McCurdy: En voyant lire le député, je songe au commentaire 309 de la *Jurisprudence parlementaire de Beauchesne*, cinquième édition, qui dit ceci:

1) La règle veut, dans les deux Chambres du Parlement, que les députés parlent d'abondance et ne donnent pas lecture d'un discours écrit ou préparé d'avance (Bourinot, p. 335).

2) Dès le 19 avril 1886, la Chambre adoptait une résolution ainsi conçue:

«Que l'habitude de plus en plus fréquente, à la Chambre des communes du Canada, de prononcer de longs discours, ayant le caractère de volumineux essais, écrits et préparés avec soin, et de faire de longues citations, souvent étrangères au sujet, est de nature à nuire à la discussion légitime et appropriée des questions publiques, constitue une perte de temps...

M. Lewis: Ce qui est exactement ce que vous faites à l'heure actuelle.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La présidence a écouté avec beaucoup d'attention le député lire une règle qui, si j'en crois l'année qu'il a mentionnée, me semble quelque peu désuète. Bien des députés consultent des notes. Je suis persuadée que le député est en faveur d'un débat, à l'instar de tous ses collègues. Comme on nous l'a rappelé tout à l'heure, il reste très peu de temps pour discuter de ce projet de loi. Je suis persuadée que le député souhaite que le plus de députés possible puissent intervenir à ce stade-ci. Ainsi, nous ne gaspillerons pas davantage de temps sur des rappels au Règlement désuets.